


REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° PC 95254 21 B0002
 <p>Commune de FREMECOURT</p>	<p>Date de dépôt : 24/04/2021  Demandeur : Madame Marie REVENU  Pour : Création d'une extension d'habitation  Adresse terrain : 32 Rue des Vieilles Vignes  95830 FREMECOURT</p>

## ARRÊTÉ N° 18 du 16/09/2021

### refusant une demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions au nom de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions pour Création d'une extension d'habitation présentée le 24/04/2021 par Madame Marie REVENU demeurant 32 Rue des Vieilles Vignes à FREMECOURT (95830);

Vu l'objet de la demande :

- Pour la création d'une extension d'habitation ;
- Sur un terrain situé 32 Rue des Vieilles Vignes ;
- Pour une surface de plancher créée de 64.87m<sup>2</sup> ;
- Pour une surface taxable de 64.87 m<sup>2</sup>

Vu les pièces complémentaires en date du 30/06/2021 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/08 et mis à jour le 24/02/17 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 02/09/2021 ;

**Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet : Tant par ses pignons trop larges et massif que par sa volumétrie mal proportionnée (pignons plus larges que les murs gouttereaux, toiture de faible pente), l'extension projetée ne tient pas compte des caractéristiques des constructions traditionnelles locales et ne s'insère pas harmonieusement dans son environnement. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui fait partie intégrante du site inscrit dont il convient de préserver la présentation.**

**Considérant que le projet ne respecte l'article Ua 11 du PLU précité qui précise que les toitures des constructions principales seront réalisées en petites tuiles plates (62 au m<sup>2</sup> minimum).**

Or, votre projet comporte des tuiles mécaniques.

## ARRETE

Article 1 : La demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions est **REFUSEE**.

Le 21 Septembre 2021

Le Maire

Stéphane BALAN



**NOTA : Recommandations de l'architecte des bâtiments de France dans le cadre du dépôt d'un nouveau permis de construire :**

Une extension implantée avec un retrait minimum de 50cm cm par rapport aux façades principales et arrière de la construction existante pourrait être envisagée par exemple.

La clôture doit être constituée :

- soit d'un grillage torsadé ou losangé dit « à la parisienne » (à l'exclusion des panneaux soudés présentant un relief), de couleur vert foncé (RAL 6009) ou brun foncé (RAL 8019) ou galvanisé naturel, posé sur potelets métalliques fins de même couleur et doublé d'une haie vive d'essences locales et champêtres (les arbustes pourront être choisis parmi les essences suivantes : noisetiers, cytises, genêts, buis, lilas, églantier, fusains, aubépines, troène, viorne ou charme à l'exclusion des essences exotiques comme les thuyas et les cyprès);
- soit d'un mur présentant des pierres à assises horizontales et régulières, jointoyées au mortier de chaux naturelle, teinté dans la masse par la couleur du sable local employé. Réaliser les joints à fleurs de pierres apparentes, l'enduit étant appliqué en finition taloché sans surcharge au nu des pierres (l'emploi de pierres artificielles ou de plaquettes de parement étant proscrit). Dans ce cas, le mur doit être couronné d'un chaperon traditionnel en pierres ou réalisé avec des petites tuiles plates en terre cuite et des tuiles faîtières demi-rondes scellées au mortier de chaux naturelle (le faîtage présentera des crêtes de coq et embarrures maçonnées);
- soit d'un muret en maçonnerie pleine et enduite, surmonté d'une grille à barreaudage vertical circulaire fin et droit représentant les deux tiers de la hauteur totale.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

---

**INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Remis en main propre le  
09/12/21 